

Tentative d'annulation d'un colloque universitaire : une attaque frontale du gouvernement contre la liberté académique

Entraves à la tenue du colloque « Palestine et Europe : poids du passé et dynamiques contemporaines » au Collège de France : allons-nous vers toujours plus d'ingérence de l'État dans les universités au mépris de la liberté académique ?

L'année dernière, le mouvement *Stand up for Science* se mobilisait, aux Etats-Unis et dans le monde entier, en particulier en France, pour soutenir les universitaires états-uniens face à l'attaque sans précédent du président Donald Trump contre des champs disciplinaires entiers de la connaissance (sciences environnementales, sciences humaines et sociales), tant au niveau de l'enseignement que de la recherche. Des attaques similaires ont lieu dans d'autres pays comme l'Argentine par exemple. Mais ces attaques venues d'un pouvoir au service du capital ne sont pas propres à l'autre côté de l'Atlantique. En France aussi, l'état s'en prend à la liberté académique, qui pourtant a valeur constitutionnelle dans notre pays. La récente « affaire du Collège de France », dans laquelle on a vu une institution prestigieuse de plier aux consignes hypocrites du ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche, Philippe Baptiste, pour empêcher la tenue du colloque « Palestine et Europe : poids du passé et dynamiques contemporaines », illustre de manière criante les attaques de plus en plus fréquentes contre la liberté académique dans un pays qui se prétend toujours être celui des lumières.

L'impératif de « neutralité scientifique » invoqué est un évident tour de passe-passe qui ne saurait leurrer personne. En réalité, la notion de neutralité académique ne s'applique pas aux universitaires, mais aux institutions qui doivent protéger un cadre permettant à la science d'aborder tous les sujets sans interférence des pouvoirs politiques, économiques ou religieux. Aucun sujet n'est neutre ; certains sont même le terrain de vives batailles idéologiques, et la science n'est pas imperméable à la conflictualité sociale ou politique. En revanche, elle a développé des outils et des méthodes qui lui permettent de gérer et de dépasser cette conflictualité, notamment au travers du débat libre et argumenté entre les pairs. Loin du sensationnalisme éditorialiste, de l'idéalisme naïf, des manœuvres politiciennes et des pressions religieuses ou économique, la science est à même d'apporter des explications sur la complexité du monde, et peut permettre de mieux comprendre les crises actuelles et leurs causes, et d'en suggérer des réponses. Précisément, concernant le colloque initialement prévu au Collège de France, alors que la guerre menée par le premier ministre d'extrême-droite israélien Benjamin Netanyahu s'accroît et révolte les populations de nombreux pays, il est plus que jamais nécessaire que les universitaires du monde entier puissent se réunir pour penser, réfléchir et échanger collectivement sur l'histoire passée et récente de ce conflit, et puissent partager sereinement leurs conclusions avec la collectivité.

Bien qu'interdit au Collège De France, le colloque a pu se tenir dans un autre lieu, mais dans des conditions dégradées. Cet événement illustre parfaitement une lente dérive institutionnelle, dans laquelle on voit de manière de plus en plus évidente que les gouvernements français successifs cherchent depuis des années à imposer leur emprise sur les universités, au mépris du respect de la liberté académique ? Alors que les universités en déficit décident de leur budget sous la menace de se voir imposer la tutelle des rectorats, la démocratie universitaire est clairement mise à mal ; le projet de loi déposé par Philippe Baptiste début juillet, qui entendait confier aux rectorats la possibilité de fermer ou d'ouvrir des formations et

d'accorder des accréditations sans l'avis du CNESER, se situait dans la même logique. La mobilisation de septembre, entraînant la chute du gouvernement Bayrou, a, pour le moment, suspendu le projet. Dans la crise écologique, économique, sociale, culturelle, que nous vivons désormais, l'internationale des extrêmes-droites se fédère, et entraîne avec elle la droite soi-disant « libérale ». Face à ce mouvement qui peut sembler inéluctable, le Parti communiste français se réjouit de la mobilisation du monde universitaire pour refuser la censure qu'aurait représenté l'annulation du colloque, et affirme sa volonté de travailler au développement d'un monde de l'Enseignement supérieur et de la Recherche au service du développement humain, affranchi de la logique capitaliste.